

## Zoom sur ...

### ... les Rencontres d'Abidjan sur les villes durables, organisées les 27 et 28 février 2020

Le ministère de la Ville organisait, les 27 et 28 février, les « rencontres d'Abidjan sur les villes durables ». Ces deux journées ont été introduites par le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, ainsi que le ministre français chargé de la Ville et du Logement, Julien Denormandie. Elles ont également vu la participation du Haut-Commissaire français à l'économie sociale et solidaire et à l'innovation sociale, Christophe Itier, ainsi que celle de plusieurs acteurs français (Medef, AFD, etc.).

#### ❖ **Un événement préparatoire au Sommet Afrique-France**

Ces rencontres sont une étape majeure en perspective du [Sommet Afrique-France 2020](#), qui aura lieu du 4 au juin prochain à Bordeaux sur le thème de la ville durable et rassemblera plus de 15 000 acteurs des villes africaines et françaises, 500 exposants africains et français et plus de 1000 entrepreneurs africains.



### SOMMET Afrique-France

Pour les villes  
et territoires durables  
Bordeaux, 4-6 juin 2020

Pendant deux jours, plusieurs centaines de participants de la société civile, experts, entreprises et des responsables politiques se sont ainsi réunis à Abidjan afin d'échanger et **partager les solutions pour construire des « villes durables et intelligentes africaines »** au cours de conférences et panels thématiques. Les rencontres étaient organisées autour de trois séquences distinctes : i) des dialogues de haut niveau avec les acteurs de la ville durable, ministres, élus locaux, entreprises, bailleurs et investisseurs, société civile ; ii) **des sessions d'échanges sur des solutions, stratégies et des expériences inspirantes** développées par les acteurs africains et français ; iii) des sessions de « match making » autour des projets à développer présentés par des autorités publiques et des solutions possibles présentées par les porteurs de

solutions techniques et financières pour créer des opportunités de développement des projets.

La fédération de l'ensemble des préoccupations des acteurs du secteur publics et privés ont permis de formuler « **les déclarations d'Abidjan** » à partir desquelles l'ensemble des chefs d'Etat des pays de l'espace UEMOA s'accorderont pour identifier **des besoins croisés intégrant les défis financiers et techniques** qui reflèteront les réalités de chacun des pays de la zone.



#### ❖ **Visite de l'Agora de Koumassi, un projet socio-sportif urbain porté par une entreprise française**

A l'occasion de sa venue à Abidjan, le ministre français chargé de la Ville et du Logement a par ailleurs visité **l'Agora sportive conçue et construite par l'entreprise française WinWin dans le quartier populaire de Koumassi, financée par une subvention FASEP** de la Direction générale du Trésor. L'infrastructure avait notamment été inaugurée par le Président français Emmanuel Macron, lors de sa visite officielle en décembre 2019.

#### ❖ **Des échanges avec des acteurs privés français sur le thème de la ville durable**

Julien Denormandie a également rencontré les membres du [Club « Abidjan Ville durable »](#), lancé par le Secrétaire d'Etat au Commerce extérieur français et l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire en 2016.

## ACTUALITE REGIONALE

---

### **6<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat du G5 Sahel à Nouakchott**

Les chefs d'Etat africains du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) ainsi que [le ministre français de l'Europe et des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian](#), se sont réunis le 25 février 2020 à Nouakchott, en Mauritanie, à l'occasion de l'Assemblée générale de l'Alliance Sahel et du sommet du G5 Sahel. [L'Assemblée générale de l'Alliance Sahel](#), réunie dans un format inédit et présidée par Jean-Yves Le Drian, visait une mobilisation internationale des bailleurs de fonds (qui ont déjà mobilisé près de 3 Mds EUR en 2019) en faveur du développement dans la région. La Banque européenne d'investissement (BEI) a rejoint l'Alliance Sahel en tant que nouveau membre – désormais au nombre de 13. Un accord de partenariat entre le Secrétariat Permanent du G5 Sahel (SPG5) et l'Alliance des Pouvoirs Locaux des pays du G5 Sahel a également été signé, pour permettre aux collectivités locales d'être plus impliquées dans les actions de développement. De plus, les bailleurs se sont engagés à faciliter leurs procédures afin de permettre un acheminement plus rapide des fonds annoncés. Pour rappel, l'Alliance Sahel est une initiative franco-allemande lancée en 2017 avec l'ambition de mieux coordonner les efforts des différents bailleurs et qui prévoit la mise en œuvre de plus de 800 projets pour un montant de 12 Mds EUR d'ici 2022. En marge de cette rencontre, [le SPG5 Sahel et le Bureau International du Travail \(BIT\)](#) ont par ailleurs signé un protocole de partenariat d'un montant de 1 M USD et d'une période d'exécution d'un an pour le renforcement des capacités du SPG5 en matière d'évaluation d'impact des projets de développement. Le Directeur général des opérations de la Banque mondiale, Axel Van Trotsenburg, a pour sa part annoncé l'intention de son institution [d'investir 7,5 Mds USD dans les pays sahéliens](#) d'ici les trois prochaines années, [dont 2 Mds USD au Niger](#). [Lors du 6<sup>ème</sup> sommet des chefs d'État du G5 Sahel](#), le Président burkinabè Roch Marc Christian Kaboré, a cédé la présidence du G5 Sahel à son homologue mauritanien, Mohamed Ould El Ghazouani. Les Chefs d'Etat africains ont réitéré leur appel au Conseil de sécurité des Nations unies pour que la Force conjointe du G5 Sahel soit placée sous le Chapitre VII de la Charte des Nations unies, afin de bénéficier d'un financement pérenne. Le prochain Sommet ordinaire sera organisé le 21 février 2021 à N'Djamena, au Tchad. Par ailleurs, l'Union africaine (UA) a annoncé le 27 février qu'elle comptait envoyer 3 000 soldats au Sahel, sans toutefois préciser les modalités et le calendrier exact de ce déploiement.

### **Salon international de l'agriculture porte de Versailles : plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest représentés**

[Le Salon international de l'Agriculture](#) a ouvert ses portes à Paris le 22 février et durera jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 2020. Il s'agit de sa 57<sup>ème</sup> édition, placée sous le thème « L'Agriculture vous tend les bras ». Ce rendez-vous accueille chaque année plus de 600 000 visiteurs et près d'un millier d'exposants. 21 pays étrangers sont présents sur le salon cette année, parmi lesquels la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Mali, le Sénégal et le Nigéria. L'Algérie, le Maroc, le Soudan et la Tunisie complètent la liste des pays africains représentés.

### **Réunion des Sherpas de la Coalition des Ministres des Finances pour l'Action Climatique à Abidjan**

Abidjan (Côte d'Ivoire) a accueilli la [4<sup>ème</sup> session technique des Sherpas de la Coalition des ministres des Finances pour l'Action Climatique](#) du 24 au 26 février 2020. Cette session avait pour thème principal : « Le rôle des ministres des Finances dans l'implémentation des contributions déterminées au niveau national (CDN) » et a réuni des experts techniques de près d'une vingtaine de pays membres et non-membres (tels que le Bénin, le Mali et le Niger), ainsi que des représentants d'institutions partenaires telles que la BAfD, la Banque mondiale, le FMI, le PNUD, etc. En préparation de la réunion d'avril 2020 des Ministres membres de la Coalition, les participants ont échangé sur la mise en œuvre des Principes d'Helsinki par les différents pays membres de la Coalition ainsi que l'orientation des plans d'action et de la gouvernance de cette récente structure. La Coalition des ministres des Finances pour l'Action Climatique a été lancée en avril 2019 et regroupe 52 pays membres à ce jour. Elle a approuvé les principes d'Helsinki qui promeuvent l'action climatique nationale par le biais des politiques économiques et de l'utilisation des finances publiques.

## Réunion régionale sur le financement de la production de logements abordables

[Les acteurs du secteur du logement de la région UEMOA se sont réunis les 25 et 26 février à Abidjan au cours des Universités de l'Habitat](#) pour approfondir les enjeux et identifier les freins rencontrés par les acteurs en matière de financement de la production de logements abordables. Le déficit cumulé de logement est estimé à 500 000 unités en Côte d'Ivoire et à 3,5 millions sur toute la zone UEMOA par le ministère ivoirien de la Construction, du logement et de l'urbanisme. Le commissaire chargé du département de l'aménagement du territoire communautaire et des transports de l'UEMOA a annoncé l'élaboration d'une stratégie régionale et la création d'un centre d'excellence, destinés à ces questions.

## BENIN

---

### Réhabilitation du Fort portugais de Ouidah

Le ministre du Tourisme, de la culture et des arts, Jean Michel Abimbola, a inauguré le 24 février les travaux de rénovation du Fort portugais à Ouidah. L'entreprise locale KEN DAL et Fils sera en charge des travaux pour une durée estimée à 10 mois et un montant de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR), financés par la Banque mondiale dans le cadre du « [Projet de tourisme transfrontalier et de compétitivité](#) ». Cette première phase de travaux concerne essentiellement la réhabilitation à l'identique de la maison du gouverneur et de la Chapelle du Fort, la création d'espaces de vente et l'aménagement paysager de la cour intérieure et du jardin potager. La seconde phase de travaux devrait être lancée également cette année. Elle consiste en la construction d'un musée de près de 700 m<sup>2</sup> dédié à la mémoire de l'esclavage, pour un budget de 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) également financé par la Banque mondiale.

## BURKINA FASO

---

### Nouveau mécanisme réglementaire en matière de fret

Le [conseil des ministres du 26 février 2020](#) a adopté un décret portant gestion du fret en provenance et à destination du Burkina Faso pour le compte du ministère des Transports, de la mobilité urbaine et de la sécurité routière. Ce décret apporte plusieurs innovations majeures parmi lesquelles : l'instauration du bon de chargement, un document désormais obligatoire donnant droit à l'enlèvement du fret et permettant d'assurer le respect des quotas de répartition tels que prévus dans les accords bilatéraux et multilatéraux signés entre le Burkina Faso et les autres pays ; la délivrance sans frais par le Conseil burkinabè des chargeurs (CBC) de ces bons de chargement ; l'obligation de la déclaration de fret au CBC ; la reprise par le CBC de la gestion commerciale du fret notamment l'enregistrement des camions, l'affrètement des camions, le suivi des chargements et l'assistance aux acteurs du transport du fret en l'absence de tout contrat de fret.

### Signature de 4 conventions avec la BAfD pour 64 M EUR

La Banque africaine de développement et le gouvernement burkinabè ont signé, le 21 février 2020 à Ouagadougou, quatre conventions d'accord pour une valeur de 42 Mds FCFA (64 M EUR) dans les domaines de l'assainissement et de l'énergie. Les trois premières conventions sont constituées d'un accord de prêt, d'un protocole d'accord de don et d'un accord de don d'un montant de 10 Mds FCFA, pour le financement du [Projet Eau potable et assainissement en milieu rural \(PEPA MR\)](#). La quatrième convention est un accord de prêt d'un montant de 32 Mds FCFA, portant sur le projet « Yeleen » de développement de centrales solaires et de renforcement du système électrique national. Concernant ce dernier projet, [la BAfD a repoussé la date limite des dépôts de candidature](#) pour la conception, le financement, la fourniture, la construction, l'exploitation et la maintenance de systèmes solaires photovoltaïques décentralisés au 26 mars 2020.

### Accord de financement de la Suisse pour 7,8 M EUR pour l'entrepreneuriat agricole

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de coopération suisse 2017-2020, le Burkina Faso et la Suisse ont signé un accord de financement du « [Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat agricole](#) (PAPEA) » le 21 février 2020. D'un montant de 5,1 Mds FCFA (7,8 M EUR), ce programme a pour l'objectif de développer l'entrepreneuriat agricole au profit des populations rurales et périurbaines, en

particulier des jeunes et des femmes. Le PAPEA est prévu pour une période de 12 ans, séquencée en trois phases de quatre années chacune. La présente convention concerne la première phase du programme (2019-2023) qui bénéficiera notamment aux régions du Nord, du Centre-Nord et des Hauts-Bassins.

## CAP-VERT

---

### **Signature d'un plan de travail conjoint entre le gouvernement Cap-verdien et les Nations Unies estimé à 17,5 M USD**

[Le Gouvernement du Cap-Vert et le système des Nations Unies ont signé le 20 février dernier à Praia \(Cap-Vert\) le Plan de travail conjoint pour 2020](#), budgétisé à 17,5 M USD (environ 16 M EUR) pour la mise en œuvre de projets. Le plan de travail 2020, qui en est à sa troisième phase, comprend cinq grands axes : (i) la croissance économique et inclusive (avec 28% du budget), (ii) la gestion de l'environnement et de la biodiversité (31%), (iii) le développement du capital humain (22%), (iv) la gouvernance (10%) et (v) les partenariats (9%).

## COTE D'IVOIRE

---

### **Baisse du déficit budgétaire d'1 point du PIB en 2019**

[A fin décembre 2019, les ressources mobilisées par l'Etat ivoirien](#) se sont élevées à 6 304,4 Mds FCFA (9,6 Mds EUR), soit un taux de réalisation de 96,8%. Les recettes fiscales et non-fiscales, qui ont constitué 59,4% des ressources, ont été recouvrées à hauteur de 3 743,2 Mds FCFA (5,7 Mds EUR), soit une hausse annuelle de 8,3% et un taux de réalisation de 97,8%. Concernant les dépenses budgétaires, elles ont connu une croissance de 4,5% en 2019, pour s'établir 6 286,5 Mds FCFA (9,6 Mds EUR), soit un taux d'exécution de 98,1%. Les dépenses d'investissement ont connu une nette régression (-5%) et se sont situées à 1 481,5 Mds FCFA (2,3 Mds EUR) en 2019, soit un taux de réalisation de 93,8%, imputable à une mobilisation des financements extérieurs moindre que prévu (70,9%). Enfin, le solde budgétaire à fin décembre 2019 est ressorti à -785,5 Mds FCFA (1,2 Md EUR), soit -3% du PIB (-1 point du PIB en g.a.) conformément à la norme de convergence de l'UEMOA.

### **Augmentation de la part des marchés publics attribués aux PME en 2019, à 40,2% du montant total**

[Le montant des marchés publics approuvés en 2019](#) s'élève à 1 331,8 Mds FCFA (2 Mds EUR) contre 1 189,7 Mds FCFA (1,8 Mds EUR) en 2018, soit une hausse de 11,9%. Le nombre de marché approuvé, qui s'établit à 5 271, progresse de 8%. Les procédures concurrentielles, regroupant les appels d'offres ouverts et les appels d'offres restreints, représentent 73,1% des marchés approuvés en 2019 contre 80% en 2018, soit une baisse de 6,9 points. Quant aux procédures non concurrentielles prenant en compte les marchés de gré à gré, avenants, conventions et lettres de commande valant marchés, elles représentent 24,6% du montant des marchés approuvés en 2019 contre 18% en 2018, soit une hausse de 6,6 points. Concernant les marchés de gré à gré, plus précisément, ils représentent 7,4% du montant des marchés approuvés en 2019 contre 10,2% en 2018, soit une baisse de 2,8 points. La part des marchés attribués aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) en termes de montant est passée de 19,1% en 2018 à 40,2% en 2019, soit une hausse de 21,1 points.

### **Réception des premiers kits d'assemblage des minibus de transport**

[La Société de Transport abidjanais \(SOTRA\) a réceptionné les premiers kits d'assemblage](#) de l'unité de montage de véhicules sur le site de Sotra Industries à Koumassi [où ils entreront bientôt en production dans le cadre d'un partenariat avec le groupe italien IVECO](#). Ces véhicules sont destinés au marché régional des transporteurs urbains, afin de leur fournir des minibus de 22 places. L'entreprise mise sur une capacité de production de 500 unités par an, soit une cadence de 2 à 3 véhicules par jour, et 1 000 véhicules par an à partir de la troisième année de production. L'émergence d'une industrie d'assemblage de véhicule en Côte d'Ivoire fait partie des domaines prioritaires d'industrialisation de la Côte d'Ivoire.

## **Signature d'un partenariat entre Nestlé et l'ANAGED pour réduire l'impact des déchets plastiques sur l'environnement**

[L'Agence nationale de gestion des déchets \(ANAGED\) et la filiale de Nestlé en Côte d'Ivoire](#) ont signé une convention de partenariat en présence de la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité. Le projet de coopération vise à collecter au total 145 tonnes de déchets plastiques, via une application mobile et l'installation de box à Grand-Bassam pour le ramassage de déchets. La ministre a appelé les autres acteurs du secteur privé à initier des projets similaires de collecte de déchets plastiques.

## **Le régime fiscal et douanier de la convention de concession entre Biovéa Energie et l'Etat ivoirien adopté**

Le régime fiscal et douanier de la convention de concession signé entre l'Etat ivoirien et la société de projet Biovéa Energie a été approuvé [en Conseil des ministres le 26 février 2020](#). Pour rappel, l'Etat ivoirien et la société de projet Biovéa Energie composée d'EDF, de Meridiam et de Biokala (filiale du groupe SIFCA) ont signé un contrat de concession le 9 décembre 2019, portant sur la conception, la construction et l'exploitation d'une centrale à biomasse d'une puissance de 46 MW sur une période de 25 ans. Les prochaines étapes sont le démarrage des travaux au 2<sup>ème</sup> semestre 2020 et le début de l'exploitation mi-2023. La centrale à biomasse sera située à Aboisso, à 100 km d'Abidjan, dans la région du Sud-Comoé. La centrale sera la plus grande infrastructure énergétique d'Afrique de l'Ouest alimentée par des résidus agricoles et fournissant de l'électricité pour 1,7 millions de personnes. L'investissement total représente près de 200 M EUR, financés par le consortium et des partenaires comme Proparco, filiale de l'AFD. Les négociations entre le consortium et les autorités ont été appuyées et coordonnées par le Service économique régional de l'Ambassade de France en Côte d'Ivoire. Ce projet s'inscrit dans le Plan d'Actions National des Energies Renouvelables de la Côte d'Ivoire dont l'objectif est de porter à 42% la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2030. La biomasse est issue des feuilles de l'arbre de palmier, ce qui contribue à créer près de 20% de revenus additionnels pour les agriculteurs qui alimenteront la centrale. Les cendres émises pourront également bénéficier aux agriculteurs sous forme d'engrais. La construction de la centrale devrait créer au moins 500 emplois localement et plus de 1 000 emplois à temps plein seront générés durant la phase d'exploitation.

## **Rencontre des acteurs de l'équipement et de l'entretien routier**

Les professionnels du secteur des BTP avaient rendez-vous en Côte d'Ivoire à l'occasion [d'un séminaire international sur le « retraitement des chaussées et recyclage des enrobés » le 24 février](#). Organisé par le Comité Ivoirien représentant l'Association Mondiale de la Route, ce rendez-vous a été l'occasion pour les acteurs du secteur, dont plusieurs entreprises françaises, de présenter leurs expériences de retraitement de chaussée en Afrique et de proposer des adaptations des cahiers des charges aux spécificités régionales.

## **L'APROMAC devient l'organisation interprofessionnelle agricole officielle de la filière hévéa**

L'Association des professionnels du caoutchouc naturel (APROMAC) a été officiellement reconnue comme l'organisation interprofessionnelle agricole de la filière hévéa [par le Conseil des ministres ivoirien le 26 février 2020](#). Cette reconnaissance intervient alors que la filière connaît une belle dynamique avec une récolte en hausse de 25 % en 2019 à 780 000 tonnes, et anticipée 850 000 tonnes cette saison. Pour rappel, l'APROMAC se charge notamment de la promotion de l'hévéaculture et de la fixation des prix du caoutchouc naturel pour les exploitants.

## **GAMBIE**

---

### **110 M USD du FIDA, la BID et la BADEA pour stimuler le secteur agricole**

[Le gouvernement gambien a signé des accords de prêt d'environ 80 M USD avec le Fonds international pour le développement agricole \(FIDA\)](#) et 30 M USD financés conjointement par la Banque islamique de développement (BID) et la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA) pour (i) stimuler la production agricole (principalement le riz, aliment de base de la Gambie), et (ii) pour créer un accès au marché pour les agriculteurs ruraux. Les projets agricoles prévus dans le cadre de ces facilités visent

également à encourager une plus grande participation des femmes et des jeunes aux activités agricoles. Selon les responsables gouvernementaux, 40 groupes de femmes, 6 nouvelles sociétés coopératives et 240 petites entreprises dirigées par des jeunes seraient créés. Les projets prévus comprendraient également la formation de femmes entrepreneurs dans les domaines de la production de riz et de légumes et de la tenue de registres.

## GUINEE

---

### **Report d'une mission des Chefs d'Etat de la CEDEAO**

[Selon un communiqué](#), une mission en Guinée des Chefs d'Etats de la CEDEAO, comprenant les présidents du Niger, du Nigéria, du Burkina Faso et du Ghana qui était prévue arriver le 28 février 2020, a dû être reportée, compte tenu de certains engagements et contraintes liés au calendrier électoral. En outre, compte tenu de l'existence de certains facteurs qui laissent supposer que la situation dans le pays n'est pas exempte de tout risque, il a été demandé à la Commission de la CEDEAO de renoncer à déployer une mission d'observation des élections. Pour rappel, la tenue des élections législatives, couplée au référendum constitutionnel, a été fixée au 1er mars 2020. Par ailleurs, [l'OIF a annoncé qu'elle mettait fin à sa mission d'assistance, déployée auprès de la Commission électorale nationale indépendante de la Guinée](#), sur l'étape de révision exceptionnelle des listes électorales en raison de la persistance de certaines insuffisances sur le fichier électoral et de l'absence de consensus entre toutes les parties prenantes nationales sur le nombre d'électeurs.

### **Accords de financement pour un montant total de 37,5 M USD de la BADEA**

[La Banque arabe pour le développement économique en Afrique \(BADEA\) a accordé 37,5 M USD \(34,1 M EUR\) à la Guinée](#) à travers deux accords de prêt et un don pour le financement de projets dans les domaines industriel et agricole. Le premier accord de prêt est dédié au financement de la construction et de l'aménagement de la zone industrielle de Fandjé, d'une superficie de 30 hectares et située à plus de 150 km au sud-ouest de Conakry, pour un montant de 28 M USD (25,5 M EUR). Le second accord de prêt vise à soutenir, aux côtés de la Banque Islamique de Développement, le développement de la chaîne de valeur du riz, à travers l'aménagement de 3 000 hectares dans les régions de Basse et de Haute-Guinée, pour un montant de 9 M USD (8,2 M USD). Enfin, l'accord de don de 0,5 M USD (0,45 M EUR) vise à soutenir des projets agro-alimentaires et l'autonomisation des femmes en milieu rural.

### **La Primature lance une mission d'appui au développement du contenu local**

[Selon un communiqué de la Primature](#), le Gouvernement guinéen a annoncé le lancement d'une mission d'appui au développement du contenu local. Cette mission est assurée par une assistance technique internationale sur financement extérieur et s'inscrit dans le cadre de la dynamisation de la politique nationale du contenu local. Le communiqué ne précise toutefois pas le nom de l'organisme chargé de l'assistance technique, ni l'origine du financement. Par ailleurs, l'assistance technique est chargée de soutenir le Gouvernement dans l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'appui au développement du contenu local pour les projets de grande envergure, fondés sur un diagnostic stratégique de l'état de réalisation des engagements, et de l'environnement économique et institutionnel. Ce diagnostic portera sur l'ensemble des projets miniers et un échantillon de projets dans le secteur des travaux publics, afin d'évaluer les contraintes sur les plans juridique, réglementaire, institutionnel et les obstacles émanant de l'écosystème du pays.

### **Une mission de l'organisation GiveDirectly en Guinée**

[Une mission du Haut Management de GiveDirectly, une organisation à but non lucratif, s'est rendue à Conakry le 25 février 2020 afin de rencontrer les autorités guinéennes](#). Cette mission fait suite aux discussions engagées début février à New-York (Etats-Unis) entre le Président et Co-Fondateur de l'organisation, le Conseiller Spécial du Premier Ministre chargé de l'Economie et des finances et le Coordinateur Général de l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale (ANIES) en vue d'un projet de partenariat. Givedirectly entend accompagner l'ANIES dans son programme de transferts monétaires en faveur des personnes vivant

dans l'extrême pauvreté, domaine dans lequel elle est une référence mondiale. Elle apportera notamment un appui à plusieurs niveaux dont l'identification des personnes éligibles, la construction de la plateforme digitale de gestion des personnes bénéficiaires, et la mobilisation des fonds auprès de ses partenaires traditionnels (en particulier les riches familles américaines) pour ainsi augmenter l'enveloppe de l'ANIES. Par ailleurs, [l'ANIES a tenu une séance de travail le 26 février dernier avec son partenaire technique IDEMIA](#), entreprise française de sécurité numérique, pour évoquer les derniers réglages en vue du recensement biométrique des 6 millions de guinéens en situation de vulnérabilité, devant bénéficier des services de l'Agence.

## GUINEE-BISSAU

---

### **Investiture de Umaro Sissoco Embaló**

Le candidat déclaré vainqueur du second tour de l'élection présidentielle de décembre 2019, [Umaro Sissoco Embaló, a organisé son investiture comme Président de la République le 27 février 2020](#) à Bissau, bien que la Cour Suprême n'ait pas encore réglé le contentieux électoral. Cette investiture a vu la participation du président sortant José Mario Vaz, une partie des députés ainsi que les dirigeants de l'opposition, tandis qu'elle a été rejetée par le Président de l'Assemblée Nationale et le gouvernement dirigé par Aristides Gomes. Ce dernier a souligné dans un communiqué que l'investiture du président de la République est de « la compétence exclusive du président du Parlement ». Dans son bref discours, Umaro Sissoco Embaló a indiqué que la lutte contre la corruption, le trafic de drogue et le népotisme étaient les principaux défis de sa présidence.

## LIBERIA

---

### **La BAfD accorde un appui budgétaire de 4 M USD**

[La Banque africaine de développement \(BAfD\) a accordé un appui budgétaire d'une valeur de 4 M USD](#) au Libéria pour le soutenir dans la mise en œuvre des réformes entreprises dans le cadre du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) avec FMI. Pour rappel, [le Conseil d'administration du FMI a approuvé un nouveau programme de quatre ans au titre de la FEC en décembre 2019](#), pour un montant total de 213,6 M USD.

### **Antoinette Sayeh, ancienne ministre des Finances du Libéria, nommée directrice générale adjointe du FMI**

Antoinette Sayeh, ancienne ministre des finances du Libéria de 2006 à 2008, [deviendra directrice générale adjointe du FMI à compter du 16 mars](#), a annoncé l'institution internationale dans un communiqué publié le 25 février. Avant d'entrer au gouvernement de la présidente Ellen Johnson Sirleaf, Antoinette Sayeh avait travaillé à la Banque mondiale durant dix-sept ans en qualité de directrice des opérations pour le Bénin, le Niger et le Togo et comme économiste pour le Pakistan et l'Afghanistan. Elle dirigeait jusque-là le département Afrique du FMI.

## MALI

---

### **La BEI investit 10 M EUR pour favoriser le financement des petits exploitants et des entrepreneurs ruraux**

[L'Union des caisses mutuelles d'épargne et de crédit du Mali « Kafo Jiginew » et la Banque européenne d'Investissement ont signé, le 24 février 2020](#), une convention de prêt d'un montant de 10 M EUR en présence de la ministre de la Promotion de l'Investissement privé, des Petites et Moyennes Entreprises. La BEI mettra ainsi à la disposition de caisse d'épargne et de crédit des ressources longues en monnaie locale pour accompagner le développement de ses activités de financement. Ce soutien devrait permettre la fourniture d'environ 60 000 prêts de microfinancement à des petits exploitants agricoles. Le premier financement de Kafo Jiginew accordé par la BEI remonte à 2001. Pour rappel, Kafo Jiginew fournit actuellement des prêts de

microfinance adaptés aux besoins spécifiques des groupes vulnérables à faibles revenus qui ne peuvent pas accéder aux banques, par l'intermédiaire de plus de 400 000 membres de 19 coopératives à travers le Mali.

### **Open Academy du numérique (OANB) : cérémonie d'ouverture des candidatures.**

L'[Open Academy du Numérique](#) a ouvert [le 21 février](#) ses inscriptions aux jeunes stagiaires maliens, qui bénéficieront d'une formation de haut niveau aux métiers du numérique. Des rencontres d'informations ont par ailleurs été organisées à Bamako et dans les régions. L'OANB bénéficie de l'appui du secteur privé et du Gouvernement du Mali. A terme, 150 jeunes Maliens devraient être formés chaque année aux métiers du numérique. Certains d'entre eux seront orientés vers l'entrepreneuriat et la création d'emplois.

## **MAURITANIE**

---

### **La France et l'Union européenne attribuent deux subventions pour un montant global de 33,8 M EUR**

En marge du Sommet des chefs d'Etat du G5 Sahel et de l'assemblée générale de l'Alliance Sahel, la Mauritanie a obtenu deux subventions pour un montant global de 33,8 M EUR de la part de l'Union européenne et de la France. Lors du 6<sup>ème</sup> sommet ordinaire des chefs d'Etat du G5 Sahel à Nouakchott, [le ministre mauritanien de l'Economie et de l'Industrie et le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, ont signé une convention portant sur un montant de 9,8 M EUR](#) destinée à l'amélioration des performances du secteur énergétique en Mauritanie. [Une seconde convention a été signée avec la commissaire européenne chargée des partenariats internationaux](#), Jutta Urpilainen, pour un montant de 24 M EUR, destinée à l'appui du secteur de la santé mauritanien.

### **Troisième appel d'offre infructueux pour l'attribution des licences 4G**

[Le président de l'Autorité Mauritanienne de régulation \(ARE\) a annoncé le 24 février que l'appel d'offre relatif à l'attribution des licences 4G, lancé le 13 janvier 2020 était « infructueux ».](#) Les trois opérateurs de téléphonie mobile (Mauritel, Mattel, Chinguitel) ont déposé des offres en dessous du montant minimum souhaité par l'ARE pour l'octroi des licences 4G – à savoir 24 M EUR pour une licence de 10 ans. Il s'agit de la troisième tentative de l'ARE d'accorder les premières licences 4G du pays : fin 2018 et début 2019 l'autorité de régulation n'avait déjà pas réussi à trouver un terrain d'entente avec les opérateurs. Cette nouvelle décevante pour les utilisateurs mauritaniens intervient dans un contexte où l'ensemble des pays frontaliers exploitent déjà un réseau 4G, tandis que l'ARE vient d'infliger des amendes aux trois opérateurs en raison de la qualité jugée insuffisante des réseaux 3G existants.

## **NIGER**

---

### **Octroi d'une subvention de 8,5 M EUR en faveur de la préservation de la plus grande réserve naturelle par l'AFD et l'UE**

Le Niger bénéficie d'une subvention de 5,5 Mds FCFA (8,5 M EUR) [pour la protection de Termit et Tin-Toumma, la plus grande réserve naturelle du Niger](#). Sa mise en œuvre contribuera à protéger les ressources faunistiques et végétales menacées d'extinction. Cet accord fait suite à une mission (du 27 au 30 janvier 2020) constituée d'une très forte délégation composée de cinq ministres nigériens, dont le Ministre de l'Intérieur, de représentants de l'AFD et de la DUE dans la région. Située dans le nord-est du Niger, la réserve s'étend sur une superficie de 97 000 km<sup>2</sup>. Elle est aujourd'hui gérée par l'ONG française Noé, qui a signé en 2018 avec les autorités nigériennes une convention de délégation de gestion pour une période de 20 ans.

## **SENEGAL**

---

### **Endettement soutenable et croissance à +8,5% en moyenne entre 2020 et 2024 selon le FMI**

Dans une longue interview dans un quotidien sénégalais, [la Représentante Résidente du FMI au Sénégal indique que le pays pourrait enregistrer un taux de croissance annuel moyen de près de 8,5 %, entre 2020 et 2024](#). Les perspectives de l'économie sénégalaise à court et moyen terme seraient favorables, en particulier

avec le développement de la production de gaz et du pétrole. Le stock de la dette publique devrait culminer en 2019 pour se stabiliser et décroître à partir de 2020.

### **Inauguration de la 1<sup>ère</sup> centrale éolienne de Taïba Ndiaye**

[Le Président Macky Sall a inauguré, le 24 février à Taïba Ndiaye, dans la région de Thiès, la première tranche d'un parc éolien d'une capacité de 158,7 MW.](#) Cette phase de travaux à 200 Mds FCFA (302,3 Mds EUR), devrait permettre à 2 millions de sénégalais de bénéficier d'électricité à partir de la centrale éolienne de Taïba Ndiaye, qui fournirait 15% de la production énergétique de la Société nationale d'Electricité (SENELEC). Selon le Président Macky Sall, le mixe énergétique du Sénégal est constitué à près de 22% d'énergies renouvelables ; ce chiffre devrait passer à 30% à la fin des travaux de cette centrale éolienne. En 2022, le Sénégal devrait également être capable de produire de l'électricité grâce au gaz (gas to power) et voir son mixe énergétique atteindre plus de 90% d'énergie propre.

### **Agropole centre : 200 Mds de FCFA annoncés pour la mise en œuvre du projet**

[Le 18 février a eu lieu l'atelier de présentation de l'Agropole centre,](#) financé dans le cadre du pilier 1 du [nouveau programme de coopération sénégal-belge](#) « entrepreneuriat durable et création d'emplois/agropole centre ». L'agropole, qui couvre les régions de Fatick, Kaolack, Kaffrine et Diourbel, accueillera toute entreprise sénégalaise, régionale ou internationale dont l'activité est en lien avec la transformation ou la valorisation des produits agricoles, de l'élevage ou de la mer. Près de 600 000 emplois, dont 16 000 directs, devraient être créés. Le projet devrait démarrer en 2021. Son coût est estimé à 200 Mds FCFA (302,3 M EUR). La Belgique a investi 15 Mds FCFA (23 M EUR). La Banque Africaine de Développement (BAfD) et la Banque européenne de développement (BED) se sont engagées respectivement pour 60 M USD et 50 M EUR.

### **Industries extractives, des services évalués à près de 1,5 Md EUR**

La ville de Fatick a accueilli le 21 février, [l'atelier régional de partage du rapport de conciliation de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives \(ITIE\),](#) portant sur les données fiscales de 2018. Selon la présidente du Comité national d'Initiative pour la transparence dans les industries extractives du Sénégal (CN-ITIE), les services de restauration, d'hébergement ou autres à fournir au personnel évoluant dans les industries extractives au Sénégal, dans les années à venir, sont évalués à près de 1000 Mds FCFA (1,5 Md EUR).

### **Une zone économique dédiée aux entreprises japonaises**

Dans le cadre du premier comité économique pour la promotion des investissements japonais au Sénégal, [le gouvernement sénégalais a annoncé la mise en place prochaine d'une zone économique spéciale dédiée aux entreprises japonaises](#) qui ambitionnent d'investir dans le pays. Le ministre sénégalais de l'Economie, du Plan et de la Coopération, Amadou Hott et l'ambassadeur japonais, Tatsuo Arai, ont convenu de l'élargissement des activités des entreprises japonaises au Sénégal, à travers la convocation régulière du comité et en encourageant le partenariat gagnant-gagnant avec le secteur privé local. Selon Amadou Hott, ce projet aurait un impact majeur sur l'activité économique et la rentrée des devises, et contribuerait également à la création d'emplois. Pour rappel, les échanges entre le Sénégal et le Japon sont modestes : ils se sont établis à 154,9 M USD en 2019. Le Japon est le 15<sup>ème</sup> fournisseur du Sénégal, loin derrière la France (1<sup>ère</sup>, 1 Md USD), la Chine (2<sup>ème</sup>, 896 M USD) et le Nigéria (3<sup>ème</sup>, 700 M USD).

## **SIERRA LEONE**

### **Un rapport de l'enquête sur la perception de la fiscalité en 2019**

[Un rapport de l'enquête sur la perception de la fiscalité en 2019](#) a été présenté le 24 février à Freetown. Il est le fruit d'une recherche entreprise par un consortium de 4 ONG et groupes de la société civile implantés en Sierra Leone et responsables de la mise en œuvre d'un projet intitulé « [Renforcement de la gestion des finances publiques, de la lutte contre la corruption et des institutions de comptabilité en Sierra Leone](#) », financé par UK Aid pour un montant de 1,4 M EUR. Les conclusions du rapport indiquent par exemple que

25% des 2755 contribuables interrogés dans le cadre de l'enquête, ont déclaré que la corruption au sein du gouvernement les démotive à payer des impôts et les amène à sous-déclarer leurs revenus imposables. Pour rappel, la pression fiscale s'est établie environ à 14% en Sierra Leone en 2019. Le gouvernement vise à atteindre un objectif de 20% d'ici 2023, tandis que le FMI est plus prudent, avec un objectif de 16,7%. La Sierra Leone se classe au 119<sup>ème</sup> rang sur 180 du classement [Transparency international](#), avec un score de 33/100.

## TOGO

---

### **Le Président sortant Faure Gnassingbé réélu à 72,4% au premier tour**

[La Commission électorale nationale indépendante a proclamé le 23 février les résultats provisoires de l'élection présidentielle togolaise](#), marquée par une forte participation (76,6%), avec la réélection du Président sortant Faure Gnassingbé crédité de 72,4% des voix face aux autres candidats. Abgbéyomé Kodjo, arrivé en seconde position avec 18,4%, des voix conteste ce résultat et a déposé un recours devant le conseil constitutionnel.

### **Le Togo et l'Office Chérifien du Phosphate (OCP) signent la seconde phase du projet de la carte de fertilité des sols**

[Le ministère togolais en charge de l'Agriculture a conclu avec la Fondation OCP](#) (rattachée au groupe marocain OCP, leader mondial sur le marché des phosphates) une entente dénommée « Convention Spécifique n°2 ». Celle-ci vise à consolider l'appui d'OCP aux efforts du pays dans la mise en place de sa carte de fertilité des sols. OCP apportera un financement de 150 M FCFA (228,3 K EUR) au projet Fertitogo, d'un coût total de 695 M FCFA et d'une durée de deux ans, qui a pour objectif d'évaluer le niveau de fertilité des sols sur une superficie totale de 1,8 million d'hectares, ainsi que les besoins précis en éléments fertilisants.

### **Appel d'offre dans le secteur de l'entretien des pistes rurales**

Le ministère des Infrastructures et des transports a publié [deux appels d'offres concernant les travaux d'entretien d'un total de 885,5 km de pistes rurales](#). Ces travaux concernent la région maritime (96,2 km de route), les Plateaux (236,5 km), la région centrale (262,5 km), la région de la Kara (192,3 km) et la région des Savanes (98 km). Selon l'avis d'appel d'offres, les entreprises attributaires de marchés publics dont le taux d'exécution n'a pas atteint 70% et qui sont en retard par rapport au planning d'exécution, sont exclues du processus et ne peuvent pas soumettre de dossiers de candidature.

<b>Indicateurs Pays</b>	<b>BEN</b>	<b>BFA</b>	<b>CIV</b>	<b>RCI</b>	<b>GMB</b>	<b>GIN</b>	<b>GNB</b>	<b>LBR</b>	<b>MLI</b>	<b>MRT</b>	<b>NER</b>	<b>SEN</b>	<b>SLE</b>	<b>TGO</b>	<b>UEMOA</b>	<b>ASS</b>
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	<b>120,4</b>	<b>992,6</b>
<b>Macroéconomie</b>																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	<b>140,3</b>	<b>1 642,7</b>
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	<b>1 060</b>	<b>1 658</b>
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	<b>6,3</b>	<b>3</b>
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	<b>1,4</b>	<b>8,5</b>
<b>Finances Publiques</b>																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	<b>-3,8</b>	<b>-3,7</b>
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	<b>52,5</b>	<b>48,5</b>
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	<b>16,2</b>	-
<i>Risque Pays<sup>1</sup></i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<b>Echanges</b>																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers<sup>2</sup> (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	<b>3 573</b>	<b>11 015</b>
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	<b>1380</b>	<b>8 069</b>
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	<b>-6,8</b>	<b>-2,6</b>
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	<b>5</b>	<b>5</b>
<b>Aspects qualitatifs</b>																
<i>IDH (2018)<sup>3</sup></i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)<sup>4</sup></i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires<sup>5</sup></i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

<sup>1</sup> Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

<sup>2</sup> Trade Map-2017

<sup>3</sup> PNUD - Classement sur 188 pays

<sup>4</sup> Banque mondiale - Classement sur 190 pays

<sup>5</sup> Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque